

1600 boul. St-Martin Est  
 Tour A, Bureau 700  
 Laval (Québec) Canada  
 H7G 4R8

Tél: 450 667-1528  
 Téléc: 450 667-1756  
 www.jurimab.com

Laval, le 26 juin 2015

**PAR COURRIEL**

*Sous toutes réserves*

**Me Sonia LeBel, procureur en chef**  
**CEIC**

600, rue Fullum, sous-sol – secteur 0570  
 Montréal, QC H2X 3L6

OBJET : Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédures de la CEIC  
 Re : Marlène Girard  
 Notre dossier : 2079-19

Chère Consœur,

Notre cliente, Mme Marlène Girard, nous mandate afin de vous transmettre la présente, suite à la réception d'un préavis en date du 8 mai 2015, en vertu de l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* (ci-après la « **Commission** »), et dont elle nie le bien fondé.

En premier lieu, il est reproché à notre cliente « d'avoir facilité ou contribué, par acte ou omission, à la prise de contrôle d'Énergie Carboneutre par Raynald Desjardins et ses associés. »

Il est également reproché à Mme Girard « d'avoir été en relation avec des personnes liées au crime organisé, notamment Raynald Desjardins. »

Les reproches précités sont mal fondés, non justifiés et de nature à porter atteinte à la réputation de notre cliente. Il s'agit de pures suppositions, qui ne sont aucunement supportées par la preuve déposée dans le cadre des auditions de la Commission.

1. « Avoir facilité, ou contribué, par acte ou omission, à la prise de contrôle d'Énergie Carboneutre par Raynald Desjardins et ses associés »

Dans un premier temps, et sans admission aucune quant au bien fondé des reproches précités, il importe de préciser que Mme Girard n'a jamais été administratrice, actionnaire, créancière ou employée d'Énergie Carboneutre Inc. (ci-après « **ECN** »). Par conséquent, elle n'a jamais eu de pouvoir décisionnel ou quelque contrôle que ce soit au sein de la compagnie ECN.

En effet, selon la preuve déposée à la Commission, les administrateurs de la compagnie, à compter de son incorporation en 2005, étaient M. Benoît Ringuette et M. Yves Thériault, tel qu'il appert des déclarations d'immatriculation, des déclarations annuelles et de l'extrait du Registre des entreprises produits en liasse à la Commission sous les cotes **97-P861** et **97P-862**. À ce jour, M. Thériault demeure seul administrateur.

Par ailleurs, Mme Girard n'a jamais été administratrice, actionnaire, créancière ou employée d'une entité contrôlée par le crime organisé.

Plus particulièrement, et comme l'a démontré la preuve dans le cadre des auditions de la Commission, Mme Girard n'a jamais été administratrice, actionnaire, créancière ou employée de Société Internationale Carboneutre Inc. (ci-après « **SICN** »), tel qu'en font notamment foi l'extrait la déclaration d'immatriculation de SICN ainsi que la déclaration modificative, produites à la Commission respectivement sous les cotes **97P-870** et **97P-871**.

Nous nous permettons de souligner que les deux compagnies précitées, à savoir ECN et SICN, sont des entités *distinctes*, bien qu'il ait été régulièrement omis lors des auditions de la Commission de faire la distinction entre ces compagnies, ou qu'une certaine confusion régnait, volontairement ou non, à cet effet.

Mme Girard est ingénieure de formation. Elle a travaillé jusqu'en 2005 pour la Banque de Développement du Canada, à titre de conseillère en gestion, en redressement des entreprises et en recherche de financement.

Fort de cette expérience, notre cliente a mis sur pied en 2006 la compagnie 9169-7383 Québec Inc., faisant affaires sous la dénomination sociale Konexion Plus (ci-après « **Konexion** »), une compagnie œuvrant dans la gestion, le redressement des entreprises et la recherche de financement.

À l'époque, Konexion employait une équipe composée notamment de comptables agréés et de conseillers en ressources humaines, qui ont collaboré au redressement de plus d'une quarantaine d'entreprises dans différents domaines.

Les services de Konexion ont été retenus à compter de 2006 par les administrateurs d'ECN, M. Thériault et M. Ringuette, pour l'obtention d'un prêt afin de financer la construction des infrastructures de la compagnie suite à son incorporation.

Konexion a donc agi à titre de sous-traitante d'ECN, ce qui a d'ailleurs été confirmé par les témoignages de M. Ringuette et de l'enquêteur Nicodemo Milano lors des auditions de la Commission.

Il ne saurait être reproché à notre cliente d'avoir contribué de quelque manière que ce soit à une « prise de contrôle » d'ECN, que ce soit « par acte ou omission » du seul fait qu'elle ait rendu des services professionnels à ECN, par l'entremise de Konexion.



Par ailleurs, il est faux de prétendre qu'il ait eu une « prise de contrôle » d'ECN par quelque personne ou entité que ce soit, y incluant Raynald Desjardins ou ses associés.

En effet, la preuve déposée à la Commission a révélé qu'en février 2008, ECN et SICN, qui sont des entités distinctes, ont conclu une entente d'acquisition d'actifs visant le transfert de certains éléments d'actifs d'ECN, tel qu'il appert plus amplement de l'offre d'achat produite à la Commission sous la cote **97P-872**.

Cette entente est intervenue dans un contexte où ECN s'est vu retirer le financement nécessaire à ses activités, malgré les démarches entreprises par Konexion, suite à la signification d'une injonction par un compétiteur.

L'entente d'acquisition précitée était conditionnelle à la réalisation de différentes conditions, dont notamment l'obtention d'un financement par SICN.

Konexion a donc été mandatée par ECN pour participer aux démarches d'obtention du prêt en vue de l'éventuelle acquisition d'ECN.

M. Milano a d'ailleurs souligné lors de son témoignage le « sérieux des démarches financières pour la compagnie » entreprises par Mme Girard, ainsi que par Mme Chantal Garreau, comptable agréée alors à l'emploi de Konexion.

Pour diverses raisons, la transaction projetée a échoué, de sorte qu'en aucun temps, les actifs d'ECN ne sont devenus la propriété de SICN. Comme déjà mentionné, ECN est toujours en opération en date de ce jour, et M. Thériault est toujours administrateur de la compagnie.

Par conséquent, en aucun temps M. Raynald Desjardins et ses associés n'ont été administrateurs ou actionnaires d'ECN, ni n'ont pris « contrôle » de la compagnie ECN comme semble l'entendre la Commission.

2. « D'avoir été en relation avec des personnes liées au crime organisé, notamment Raynald Desjardins »

Il serait également faux de prétendre que notre cliente aurait été « en relation » avec des gens du crime organisé.

Sans limiter la portée de ce qui précède, notre cliente a rencontré dans un cadre d'affaires légitime et dans l'exécution de son mandat auprès d'ECN, les administrateurs de SICN, qu'elle ne connaissait auparavant ni de nom, ni de réputation.

Se rapportant dans le contexte de 2008, les administrateurs de SICN ont été présentés à Mme Girard comme des hommes d'affaires bien établis dans le milieu de la construction et intéressés à acquérir la compagnie ECN et sa technologie, qui leur serait grandement profitable dans le domaine de la construction résidentielle et commerciale.

Outre leur expérience dans le domaine de la construction, Mme Girard n'avait en main aucune information quant à l'identité des représentants de SICN et leurs activités, tant passées que présentes. Elle n'avait par ailleurs aucune raison de douter de celles-ci, ni

aucun motif la poussant à effectuer des recherches, puisqu'elle n'a jamais été témoin de la commission d'aucun acte criminel ou illégal, méfait, infraction ou autre, ni d'aucune prise de contrôle de la compagnie ECN.

Bénéficiant heureusement des protections de la *Charte des droits et libertés de la personne* et des libertés fondamentales conférées par celle-ci, notre cliente est titulaire d'une liberté d'expression, qui s'étend à la communication, dans le cadre d'une relation d'affaires légitime, avec des gens ayant un passé criminel, connu ou non.

Ce faisant, notre cliente n'a certainement pas endossé ou approuvé les actes qui auraient pu être commis par des membres du crime organisé et elle ne saurait être trouvée coupable par association de quelque crime qu'ils auraient pu commettre.

Ce n'est que dans la foulée des enquêtes de la Commission et de la couverture médiatique que notre cliente a appris, comme d'ailleurs plusieurs Québécois, dont notamment les différents témoins et intervenants de la Commission, l'identité et le passé de ces entrepreneurs en construction.

Comme il a été mis en preuve lors des auditions de la Commission, les membres du crime organisé ne s'affichent pas publiquement comme étant des membres du crime organisé. Ils acquièrent légitimement des actifs, opèrent des compagnies notamment dans le domaine de la construction, font affaires avec différentes compagnies et individus qui n'ont rien à se reprocher, et même avec les autorités gouvernementales.

Dans les circonstances, il ne saurait être reproché à notre cliente d'avoir été en relation, dans le cadre de l'exécution de ses fonctions, avec des gens dont elle ignorait les activités passées et dont elle n'a pu être témoin d'aucune activité illicite.

3. Affidavit de M. Benoît Ringuette, produit comme pièce additionnelle sous la cote 97PP-2521-1

Notre cliente se permet de souligner les nombreuses incohérences, de même que les propos mensongers et diffamatoires contenus dans l'affidavit de M. Benoît Ringuette, produit tout récemment en preuve à la Commission. Il est évident que M. Ringuette profite de la tribune qui lui est accordée par la Commission pour porter atteinte à la réputation de notre cliente en affirmant faussement sous serment que Mme Girard est la « présidente d'ECN » et la « représentante de SICN », sachant pertinemment que de telles affirmations sont fausses et contraires à la preuve déposée dans le cadre des auditions.

D'ailleurs, lors de son propre témoignage à la Commission, M. Ringuette a affirmé que Mme Girard n'était pas employée par ECN ou SICN, qu'elle était une sous-traitante dont les services avaient été retenus, par l'entremise de la compagnie Konexion, quant aux démarches d'obtention du financement pour ECN.



De plus, en référence aux allégations mensongères contenues au paragraphe 25 de l'affidavit de M. Ringuette, les notes sténographiques de l'interrogatoire précité ne contiennent absolument aucune affirmation de notre cliente, ni même l'ombre d'une affirmation à l'effet que les démarches judiciaires ont été intentées contre M. Ringuette dans le but de l'épuiser financièrement. De telles allégations relèvent clairement de la pure invention, et discréditent l'affidavit de M. Ringuette.

Nous invitons la Commission à prendre connaissance des notes sténographiques de l'interrogatoire du 15 mars 2012 de notre cliente, auquel M. Ringuette fait référence. Copie des notes sténographiques pourra vous être transmise sur demande.

Par ailleurs, quant à l'Annexe B-2 au soutien de l'affidavit, il serait contraire aux règles de l'équité procédurale que la Commission considère un simple projet de requête introductive d'instance ni signifié, ni émis, dont les allégués n'ont pas pu être prouvés ou contredits, qui n'a pas fait l'objet d'un jugement, et qui de surcroît, à fait spécifiquement l'objet d'une transaction entre M. Ringuette et ECN, intervenue sans admission aucune.

Considérant ce qui précède, c'est à bon droit que notre cliente nie le bien fondé des reproches formulés à son égard, et qu'elle considère que la Commission tire des conclusions erronées de l'ensemble de la preuve qui lui a été présentée.

Aussi, bien qu'elle n'entend pas témoigner à ce stade, ni présenter quelque preuve dans le cadre des audiences de la Commission, notre cliente réserve tous ses droits, y incluant le droit de présenter toute preuve ultérieurement, le tout ne devant en aucun cas être interprété comme une admission du bien fondé du préavis qui lui a été adressé.

La présente vous est transmise sans admission aucune, et dans l'unique but de rétablir les faits et d'éclairer la Commission.

Nous vous demandons de bien vouloir produire la présente au dossier de la Commission dans son intégralité, étant bien entendu que les propos qui y sont contenus ne sauraient être partiellement utilisés, produits, reproduits, ou cités hors de leur contexte, ou encore utilisés dans le cadre de toute instance devant les tribunaux.

Nous vous remercions de l'attention portée à la présente, et vous prions d'agréer, chère Consœur, l'expression de nos salutations distinguées.

JURIMAB INC.

Audrey S. Papineau, avocate  
ASP/fl